

Vos nom et prénom
Votre date et votre lieu de naissance
Votre nationalité
Votre adresse

Lettre recommandée avec accusé de réception.

CCAS de....

Adresse

Objet : demande de domiciliation de droit commun

Madame, Monsieur,

Par la présente, j'anticipe ma venue dans vos services pour y déposer une demande de domiciliation de droit commun. Ainsi, Je prévois de me rendre dans vos locaux le
(Date)

En effet, il est à noter que la loi no 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (dite DALO) est venue consacrer un véritable **droit à la domiciliation**.

Dès lors, conformément aux dispositions en vigueur : « *Les CCAS ou CIAS sont habilités de plein droit à procéder à des élections de domicile donnant accès à l'ensemble des prestations (visées par l'article L264-1 du CASF) (prestations sociales, délivrance d'une carte nationale d'identité, inscriptions sur les listes électorales...)... Ils ne peuvent refuser l'élection de domicile des personnes sans domicile stable qui en font la demande que si ces dernières ne présentent aucun lien avec la commune ou le groupement de commune.* »

A cet effet, doivent être considérées comme ayant un **lien avec la commune**, les **personnes qui sont installées sur son territoire ou qui ont l'intention de s'installer sur ce territoire**.

Par conséquent, afin d'attester de mon lien suffisant avec votre commune vous trouverez ci-joint (*le lien avec la commune peut être attesté par des moyens divers : attestation d'hébergement, fiches de paye, inscription des enfants à l'école ou repérage par la protection maternelle infantile (PMI), livret de famille, preuve d'une attache familiale, carte électeur, formulaires de demande d'attribution de prise en charge....*)

A toutes fins utiles, je tiens à vous rappeler qu'aucune durée minimale de présence sur votre territoire ne pourra m'être opposée en cas de refus.

En outre, **toute décision de refus fondée sur une condition de régularité de séjour serait entachée d'irrégularité** et susceptible d'entraîner des poursuites judiciaires.

Veuillez recevoir, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Signature